

Puisqu'il semblerait que l'UPE66 soit mise en responsabilité dans un entrefilet du 4 octobre en page 7 de votre quotidien, je vous prie de trouver ci-dessous un droit de réponse avec prière d'insérer.

L'UPE est cofondatrice de l'Agence de Développement Economique *-Pyrénées Méditerranée Invest-* qu'elle a d'ailleurs initiée avec les élus de PMCA dès 2010. Nous sommes très attachés à une gouvernance publique-privée animée par une volonté de co-construire le développement économique du territoire.

Nous avons pour habitude de référencer dans notre agenda interne, puisque nous sommes porteurs des mandats du MEDEF, les actions des territoires voisins. C'est ainsi que tout naturellement, le Forum des Entrepreneurs du Medef 13, qui réunit chaque année plus de 5000 chefs d'entreprises, est identifié, pour information, à nos administrateurs qui souhaiteraient s'y rendre.

Concernant le Salon MyDigitalCity qui se déroulera les 11 et 12 octobre prochains à Perpignan, l'UPE66 se félicite de cet évènement et de la dynamique qu'il peut impulser pour les entrepreneurs locaux soucieux de s'inscrire dans une digitalisation de leur métier. Cette action nationale, déjà conduite sur d'autres territoires, associe systématiquement les organisations professionnelles dont le MEDEF. A Perpignan, nous avons très clairement été invités à ne pas y participer.

À l'origine, se trouve notre action dénommée « Livre Blanc » que nous pensions utile pour aider les collectivités à y voir plus clair en s'associant les idées, les points de vue, des chefs d'entreprise. Nos 27 fédérations professionnelles affiliées se sont exprimées et nous avons souhaité remettre aux collectivités publiques une première version, tel un document de travail que nous pouvions continuer à façonner ensemble.

Ceci avait pour but de les aider dans leurs choix stratégiques et leurs schémas de développement économique.

L'ADE et la CCI n'ont pas apprécié la démarche et s'en sont offusquées. Elles n'ont pas souhaité considérer ces propositions et nous ont confirmé, par écrit, leur décision de ne plus être associées à la démarche. Nous avons été ébranlés sur le coup en tant que cofondateurs de l'ADE et porteurs de la liste Esprit Entreprise à la CCI. Une sorte de déchirement familial.

Pourtant, nous ne pensons pas faire acte d'ingérence lorsque nous nous faisons porte-parole des professionnels et contribuons à la structuration de projets, dans l'intérêt collectif. Nous sommes des chefs d'entreprise engagés et l'ensemble de nos mandats sont exercés à titre bénévole. Notre seul souhait est de créer un écosystème économique de confiance qui favorise l'entreprenariat, la croissance et la création d'emplois.

Il semblerait que nous gênions, par nos actions, par notre communication, par la dimension des évènements économiques nous proposons.

A l'UPE66, nous ne sommes pas des acteurs du monde de l'Economie Politique.

Pourtant, chacune de nos actions devient source de spéculation sur de supposées ambitions politiques, cela en devient insupportable !

Quant au différend évoqué sur une participation financière de 20.000€, il ne concerne que le budget 2017 (qu'on nous demande d'approuver rétroactivement) et les actions desquelles nous avons soigneusement été mis au ban. Nous avons donc proposé de minorer notre soutien pour cette année et de financer à hauteur des participations demandées aux chambres d'Agriculture et des Métiers, soit 4000€.

Nos deniers sont ceux des entreprises adhérentes, nous n'avons aucun financement de fonctionnement public ni subvention. Aussi, nous sommes soucieux de leur utilisation.

Cependant, l'UPE66 a exprimé son souhait de participer dès 2018 et pour les années à venir au fléchage de cette somme sur des actions opérationnelles pour les entreprises du territoire.

Elle appelle à un apaisement et à une reprise du dialogue dans l'intérêt des entreprises des Pyrénées-Orientales.